

RÉSOLUTION

11ÈME CONGRÈS DE
L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE

2016 - 2019
LA CRISE DE VP

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

★ CONTACT@OCML-VP.ORG ★ BP133 - 93213 SAINT-DENIS LA PLAINE CEDEX



Avril 2021

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

★ CONTACT@OCML-VP.ORG ★ BP133 - 93213 SAINT-DENIS LA PLAINE CEDEX



2016 - 2019 : La crise de VP

L'OCML-VP a vécu une grave crise qui a débouché sur le départ des trois-quarts des membres de l'organisation entre début 2016 et le printemps 2019. Ces personnes militaient avec nous depuis parfois de nombreuses années, et leur contribution au développement de l'OCML-VP dans la dernière décennie est indéniable.

Tout en entamant dès le début l'élaboration d'un bilan critique et autocritique de cette crise, les mois qui ont suivi ont été principalement consacrés à notre réorganisation, et donc l'élaboration de ce bilan a pris du temps.

Car s'il y a eu des difficultés créées par ces départs, nous avons eu du mal à cerner la ligne portée par le petit groupe de 3 ou 4 militant.e.s de l'OCML-VP qui a impulsé la tentative de liquidation de l'organisation. Le départ de ce petit groupe a été suivi par celui d'autres membres, frappés par le découragement, ou cédant à la facilité pour trancher les contradictions politiques et affinitaires dans lesquelles ils et elles furent alors prises. D'ailleurs, il nous est difficile d'expliquer aux personnes qui nous entourent quelle était la ligne qu'elles et ils portaient, car ces dernier.e.s ne l'ont jamais assumé ouvertement.

L'apparition de contradictions dans une organisation est inévitable, c'est même ce qui fait sa vie et sa richesse. Une scission dans une organisation communiste est soit une victoire, soit un échec. Une victoire si, dans le débat politique, une ligne fautive, définitivement fautive, a été clairement caractérisée. Mais c'est un échec si le débat n'a pas permis de renforcer une unité politique possible entre ses militantes et militants. Dans le cas présent, nous pensons que c'est un échec. L'unité aurait pu être maintenue avec une partie des personnes ayant quitté l'organisation si nous avions pris à bras le corps, dès le début, les contradictions naissantes et si nous avions tous décidé de les traiter à fond et avec le style de travail

adéquat. Nous considérons donc que la responsabilité de la crise repose sur l'organisation dans son ensemble. Pour y voir plus clair dans son développement, il est nécessaire de se pencher sur la manière dont ces contradictions ont évolué dans le temps.

D'une lutte de ligne à l'autre

Au lendemain de notre 8^{ème} Congrès, en 2009, Le contexte politique général était porteur : profitant du cycle ouvert par le mouvement contre le CPE/CNE de 2006/2007, l'organisation avait profité d'un rajeunissement à la fois en termes générationnel, d'apparition publique et d'implantation. L'enthousiasme généré par ce nouveau souffle nous a également conduit à nous montrer trop optimistes sur l'état réel de l'organisation, ses capacités et son degré d'unité politique.

Nous avons aussi fait preuve d'un libéralisme certain, en plaçant trop rapidement des membres de l'organisation en position de responsabilité, puis en les laissant sans véritable contrôle sur ces postes de direction et sans débat sur leurs décisions.

Cela fut notamment le cas de jeunes militantes et militants, avec trop peu de formation et trop peu d'expérience, sans que ces manquements soient suffisamment corrigés collectivement par la suite. Du fait que ces jeunes apportaient à l'organisation un dynamisme et une visibilité nouvelle, on leur fit légitimement confiance, mais sans la part de contrôle et de discussion nécessaire.

Ce libéralisme était déjà à l'œuvre dans notre organisation du temps de l'existence d'une minorité néo-révissionniste, dont nous avons toléré les agissements contraires à la ligne de l'organisation et les entorses aux règles par peur des conséquences d'un affrontement ouvert.

Un premier grand débat avait eu lieu dans les années 90 à propos du bilan de la révolution chinoise, sans pouvoir être tranché majoritairement dans l'organisation. Fatigués après 14 ans de polémiques, nous avons baissé les bras sans trouver les moyens de résoudre cette contradiction qui portait principalement sur les relations dialectiques et complexes entre Etat, Parti, soviets et masses, questions clés de la révolution communiste. L'abandon sur un débat non tranché marquait l'apparition du libéralisme dans notre style de travail, et de la confusion dans nos positions politiques et idéologiques.

Au fil des ans, certaines contradictions latentes (l'économisme, le refus de critiquer le réformisme, l'illusion de pouvoir « agir en parti » alors que nous sommes très loin de pouvoir y prétendre, un bilan contradictoire de la restauration capitaliste en URSS etc.) se sont transformées en lutte de ligne et ont débouché, début 2016, sur l'exclusion de cette minorité néo-révissionniste. Les acquis politiques et théoriques de l'organisation étaient ouvertement remis en cause. Cette minorité, très proche du MLPD en Allemagne, a finalement assumé formellement son travail fractionnel et le non-respect du centralisme démocratique, conséquence logique de désaccords devenus antagoniques.

Ensuite, cette lutte de ligne qui avait duré plusieurs années avait fatigué les camarades de l'organisation, et émoussé leur volonté collective de regarder en face les contradictions secondaires qui existaient déjà au sein de sa majorité. Ainsi par crainte d'aborder les questions qui fâchent, de déclencher une nouvelle lutte de ligne, nous avons assimilé une forme d'opportunisme dans le traitement de nos contradictions internes, et refusé de traiter

ces contradictions comme des questions politiques de fond, en feignant trop souvent de croire qu'il s'agissait uniquement d'un mauvais style de débat.

L'impact dans VP de l'émergence des luttes féministes, LGBT et antiracistes dans le contexte politique et social

De quelles contradictions de fond parle-t-on ? Tout d'abord, il faut placer les choses dans le contexte actuel du débat politique.

Le développement, par l'impérialisme, de couches petites bourgeoises issues des minorités opprimées et leur investissement politique ont renouvelé l'intérêt du débat politique pour le racisme qu'elles subissent. Ce regain d'intérêt a un aspect positif, car bien évidemment le racisme touche aussi, et même avant tout, le prolétariat, et la lutte anti-raciste est à mener sans concession en son sein. Cela a permis, au passage, de faire la critique de points de vue ouvriéristes qui tendaient à nier les particularités des luttes contre les oppressions, et la nécessité de les mener activement. Le féminisme et les questions LGBT ont, à peu près de la même manière, ré-émergé.

Mais ce regain d'intérêt pour le traitement politique des oppressions est allé de pair, depuis les années 1980, avec le recul général du point de vue de classe sur les questions sociales et politiques, même parmi les courants se prétendant « révolutionnaires » ou « communistes », recul dû au reflux politique dans la classe ouvrière et aux restructurations industrielles massives. Ces deux tendances ont eu pour résultat ces dernières années un développement important des luttes contre les oppressions particulières (aspect positif), mais d'un point de vue dirigeant principalement petit-bourgeois (aspect négatif).

L'organisation communiste est donc contrainte de traiter cette contradiction : comment s'emparer des questions que pose l'époque, prendre en compte les apports positifs des dynamiques politiques nouvelles, tout en gardant le cap stratégique de la construction du parti ouvrier, de la dictature du prolétariat et du communisme ? Historiquement, le PCF, avec son « Fabriquons français », son absence de soutien aux luttes de libération nationale, et son opposition à la contraception et à l'avortement, avait ignoré les questions de racisme et de sexisme dans la classe ouvrière et rendu invisibles celles et ceux qui subissaient ces oppressions. De leur côté, les maoïstes, partagés entre le néo-révisionnisme du PCMLF et le mouvementisme de la Gauche prolétarienne, n'ont pas été capables d'élaborer un point de vue abouti sur ces questions.

L'OCML-VP n'a pas fait exception. Nous avons insuffisamment (féminisme, racisme), voire pas du tout (LGBT) traité la question de la relation dialectique entre ces oppressions et la lutte de classe.

Pourtant, nous y sommes revenus à plusieurs reprises. A notre sixième congrès (en 2004) une résolution était votée sur l'égalité Hommes-Femmes. Le travail sur l'antiracisme est très présent dans l'activité de VP depuis les années 1980, quoiqu'insuffisant, mais un numéro complet du Magazine Partisan (N°3 en 2015) était consacré au sujet et une résolution était en cours d'élaboration après un stage réussi la même année. C'est-à-dire que l'organisation avançait sur ces questions, sans doute pas assez vite pour certain.e.s camarades et relativement à la place de ces contradictions dans la vie politique et sociale.

La question de ce qui est « principal » et « secondaire », de manière générale ou à un moment donné, la manière dont ce qui est « secondaire » peut devenir « principal » et vice-versa, etc. tout cela n'a pas été traité de manière correcte.

Le rajeunissement de notre organisation s'était accompagné d'un intérêt accru pour ces débats sur les questions d'oppression de genre ou de race, grâce notamment à de jeunes camarades LGBT, femmes, racisés, qui ont fait bouger certaines idées reçues, et nous ont aidé à prendre en compte les évolutions du débat politique et idéologique. Mais nous n'avons pas su suffisamment écouter l'expérience subjective des camarades subissant ces oppressions, alors que cette expérience est indispensable pour aider à les caractériser.

Par ailleurs, l'organisation communiste n'est pas composée de militant.e.s pur.e.s, débarrassé.e.s des préjugés imprimés par la société bourgeoise. Voilà pourquoi il faut mener en permanence une lutte contre les attitudes sexistes, racistes ou homophobes qui, inévitablement, peuvent poindre dans nos rangs. Dans un contexte politique où la question de la lutte contre le racisme et l'islamophobie est devenue brûlante, nous devons être particulièrement précautionneux à critiquer les attitudes et les propos incorrects. Or, nous ne l'avons pas fait, et des camarades subissant ces oppressions au quotidien ont pu légitimement se sentir blessés par d'autres.

Ainsi, à un moment donné dans notre organisation, des contradictions secondaires sur la question des oppressions spécifiques sont devenues principales faute d'avoir été traitées convenablement lorsqu'il en était encore temps. Des membres de notre organisation ont été influencés par les points de vue venus de courants petit-bourgeois, ce qui est inévitable (nous sommes forcément sous l'influence de ce qui nous entoure) mais nous n'avons pas su y réagir, nous n'avons pas su mener le débat et en faire la critique en interne pour arriver à un degré d'unité supérieur entre nous. Ces courants petit-bourgeois peuvent être regroupés sous la désignation d'« intersectionnels » où la question de classe n'est considérée que comme une question parmi d'autres, et souvent réduite au syndicalisme. Une partie de ces militant.e.s ont même fini par s'enfermer dans une attitude totalement subjectiviste concernant l'oppression qu'ils vivaient, c'est à dire allant jusqu'à défendre que, pour ce qui relevait du champ de leurs oppressions particulières, leur point de vue ne pouvait pas être critiqué par celles et ceux qui ne les subissaient pas. Nous n'avons pas su articuler les préoccupations nouvelles et parfois justes qu'elles et ils soulevaient et un clair point de vue de classe pour assurer une direction prolétarienne et ne pas sombrer dans le subjectivisme et l'éclectisme des positions d'un sujet à l'autre.

Autocritique de notre activisme

Par ailleurs, l'OCML-VP pêche depuis longtemps par des tendances activistes, c'est à dire la tentation d'être présente dans toutes les luttes à la fois, même si cela est au-dessus de nos forces et entraîne surcharge et tensions. Tout en le niant, VP s'est de fait pris pour le Parti, en se fixant trop de tâches, en complexifiant son fonctionnement au-delà des capacités des cadres et des militants. Lorsqu'on est happé par l'activisme, on a trop rarement le temps pour le débat politique et théorique de fond. On manque aussi de temps pour les formations supérieures, celles qui permettent d'unifier les militant.e.s de manière continue, d'intégrer les nouveaux-elles arrivant.e.s et d'élaborer une ligne politique. Cette tendance activiste a

largement touché l'organisation, parmi les personnes qui l'ont quittée comme chez celles qui y sont encore aujourd'hui.

Nous avons des débats très riches au sein des organes de direction de l'organisation, comme au sein des cellules. Mais nous avons ensuite souvent du mal à en extraire une ligne concrète pour notre pratique indépendante, comme pour orienter les organisations de masse dirigés par des militant.e.s de l'OCML-VP.

De plus, la surcharge activiste génère du stress, de l'énerverment et des tensions, un manque d'égard pour les difficultés personnelles des uns et des autres, et surtout un mauvais style de travail, qui ont conduit au « burn-out » plusieurs camarades. Des camarades aînés, arguant de leur expérience politique, se sont montrés trop souvent péremptoirs, cassants, voir brutaux, et pas assez à l'écoute de camarades plus jeunes.

Par ailleurs, le ralentissement du mouvement ouvrier et étudiant après le « pic » de combativité des années 2000, le fait d'être confronté aux difficultés de la vie et à celles du travail de longue haleine d'implantation dans le prolétariat, ont généré du découragement. Celui-ci a participé aux tensions internes. Flux et reflux, avec leurs conséquences sur l'état d'esprit des militant.e.s, sont le lot de toute organisation qui doit apprendre à les gérer. L'activisme sur fond de découragement explique aussi, selon nous, les départs individuels et silencieux d'un certains nombres de militant.e.s en dehors des séquences de lutte de ligne.

Dans l'organisation, cet activisme chez certain.e.s allait de pair avec l'intellectualisme chez d'autres, c'est-à-dire la tendance à se focaliser sur un travail de rédaction, d'analyses et de commentaires par trop déconnecté des nécessités de notre travail politique. Activisme et intellectualisme, en réaction l'un à l'autre, s'alimentaient.

Cela a débouché chez certain.e.s sur un mépris ou un désintérêt pour le débat de fond, considéré comme un frein à l'activité de masse de l'organisation. Ainsi, par opportunisme vis-à-vis de certains courants politiques, des membres de l'organisation refusaient de débattre en interne de certaines questions (comme, par exemple, la question de la prostitution, du bilan politique des organisations de masse), tout en appuyant localement certaines positions tranchées dans leur activité politique publique.

Les militant.e.s de base ne pouvaient pas comprendre le contenu et la violence des débats, qui se déroulaient essentiellement au comité central. Les organes de direction n'ont pas su organiser le débat dans l'organisation pour que ces militant.e.s de base puissent les aider à trancher les désaccords politiques.

Des tentatives de résolution de la crise ont eu lieu mais elles sont restées circonscrites au comité central. Elles se sont soldées par des échecs car, plutôt que de s'atteler à traiter les contradictions pour renforcer l'unité politique entre ses membres, le comité central a surtout cherché à préserver l'unité en espérant ainsi éteindre ces contradictions. Il s'est agi fondamentalement d'une crise de direction qui s'est finalement diffusée dans le reste de l'organisation.

Plusieurs fois, la Direction de l'organisation a cru avoir trouvé la bonne méthode pour résoudre les contradictions. Nous nous sommes concentrés sur la question de la correction de notre style de travail et de débat. L'étude des contradictions de fond était généralement renvoyée à plus tard. Ainsi, à plusieurs occasions, ont été menées des journées d'étude sur la question du racisme, de la religion, et de l'attitude à adopter vis-à-vis des organisations actives dans ces champs politiques. L'organisation paraissait alors hautement unifiée, et les

désaccords paraissaient mineurs. Mais tout laisse à penser que nous sommes resté.e.s en surface et que certain.e.s membres ont eu des désaccords avec la ligne de l'organisation.

Cela a pu être en partie justifié par un souci sincère de maintenir l'unité malgré tout. Ou encore par la crainte de la forme violente qu'avaient trop souvent prise l'expression de ces contradictions, notamment de la part de camarades (dans les deux camps) au style de débat manquant de bienveillance et de camaraderie.

Mais incapables de défendre un point de vue propre, les minoritaires ont développé un climat de défiance qui les a conduits au fil du temps à surestimer leurs désaccords et leurs contradictions vis-à-vis de la majorité, sans donner le plus souvent de contenu et d'explications, ce qui a largement contribué à alimenter la crise. Si la responsabilité de cette crise repose sur l'organisation dans son ensemble, les camarades qui sont restés à VP ainsi qu'une partie de ceux qui sont partis n'ont pas su la résoudre alors que les minoritaires, eux, **ne l'ont pas voulu**, allant jusqu'à tenter de liquider l'organisation avant de la quitter.

Le groupe liquidateur a entamé un travail de fraction destructeur dans les derniers mois de sa présence dans l'organisation. Une coordination politique informelle s'était établie entre des militant.e.s de régions différentes, en dehors des structures collectives et démocratiques de l'organisation. Or, premièrement, ces personnes avaient gagné des positions importantes lors de notre 10^{ème} Congrès qui avait eu lieu l'été précédent, et ils et elles auraient alors été en mesure de prendre démocratiquement la direction de l'organisation, ce qu'ils et elles ont refusé de faire. En deuxième lieu, cette tendance n'avait jamais exprimé de désaccords antagonique avec la ligne de l'organisation. Puis, un jour de début 2019, des membres de ce groupe sont arrivés à une réunion locale et à la stupeur des autres camarades présent.e.s, ont proposé de but en blanc à leur structure régionale de rompre avec l'organisation, en affirmant que l'OCML-VP était une cause perdue, non démocratique, oppressive. Certain.e.s de nos camarades ont décidé de les suivre et de se placer sous leur direction, tandis que d'autres, incapables de surmonter cette crise, se sont mis en retrait.

Aujourd'hui, l'OCML Voie Prolétarienne se trouve réduite numériquement à un cercle dont la tâche est de refonder une organisation communiste, en sachant faire le bilan de nos erreurs tout en nous appuyant sur les acquis de 40 ans d'existence regroupés dans nos revues, brochures, magazines et bilans d'activité.

La question du parti au cœur de nos difficultés

Depuis 2016, nous avons donc perdu les trois-quarts de nos militant.e.s, et toujours autour d'un même thème : qu'est-ce que ça veut dire construire un Parti communiste dans un pays impérialiste en crise ? – chaque mot compte.

Les néo-révissionnistes exclus en 2016 imaginaient que l'on pouvait se poser en direction du mouvement de masse, alors que nous n'étions qu'une petite organisation dans un pays gangrené par le réformisme impérialiste, où la petite-bourgeoisie salariée est dominante dans le mouvement social.

Les activistes qui sont partis en 2019 avec la volonté explicite de détruire VP ont abandonné la perspective même d'un Parti Communiste pour prétendre se positionner à la tête du

mouvement de masse, dans une unité anarcho-communiste improbable, incapables même d'élaborer des positions nouvelles intéressantes.

Tous se sont découragés face aux difficultés de la construction du Parti. Les deux fractions ont totalement abandonné, du jour au lendemain, la totalité des références à l'OCML Voie Prolétarienne, où elles et ils ont milité pendant des années (des dizaines d'années pour certain.e.s), dont elles et ils ont défendu les positions et les principes. Aucun bilan, critique et autocritique, aucune référence même... le silence comme position.

Notre ligne politique et idéologique est claire : c'est celle qu'on peut trouver dans nos revues « La Cause du Communisme », dans nos magazines « Partisan », dans nos prises de positions de Congrès (y compris de manière critique). Nous assumons tout, nous ne renions rien.

Les liquidateurs ont rejeté la ligne de l'organisation, alors même qu'elles et ils ont participé en plein accord à son élaboration à l'époque où ils et elles étaient membres de sa direction. Ce sont elles et eux qui renient leur passé.

Malgré tous ces déboires, l'exclusion des néo-révissionnistes, la scission des activistes liquidateurs, le découragement de nombre de militants qui a suivi, l'OCML Voie Prolétarienne a survécu.

Malgré nos erreurs accumulées, malgré les difficultés de la construction d'une organisation communiste dans un pays impérialiste, un noyau de camarades maintient les acquis de 40 ans d'existence de notre organisation et prétend la refonder, la reconstruire.

Il est plus facile de constituer un groupe politique autour de slogans ronflants et déclamatoires coupés de la réalité matérielle de la lutte des classes, qu'il s'agisse d'activisme spontanéiste ou d'économisme syndical. Ces organisations s'effondrent aussi rapidement qu'elles se constituent dès que les difficultés apparaissent.

Il est plus difficile de progresser dans l'analyse des réalités du système impérialiste mondial dans lequel nous vivons, dans la compréhension de l'échec des révolutions passées, dans l'élaboration d'un programme et d'une stratégie pour le communisme, pour mener sur cette base un travail militant au sein des masses. C'est pourtant la voie que nous avons choisie.

Nous ne sommes pas des réformistes radicaux, trotskistes, libertaires, néo-révissionnistes ou anarchosyndicalistes. Nous sommes des communistes maoïstes matérialistes liés indéfectiblement à la révolution anti-impérialiste mondiale.

Notre prétention est bien de reconstruire notre organisation communiste, dans la perspective de reconstruire le Parti dont notre classe a besoin, dans le contexte mondial de l'affrontement contre la barbarie impérialiste. A contrecourant des idées antiparti et anti-organisation en ce moment largement répandues au niveau mondial, nous ne voulons pas nous résigner à la perspective groupusculaire ou mouvementiste, même si aujourd'hui nous avons subi un dur recul qui doit nous contraindre à la modestie.

Nous ne voulons pas abandonner l'activité politique communiste, une activité en soi qui fait l'unité de toutes nos luttes, de toutes les catégories de travailleurs, de tous les problèmes de la planète.

L'OCML-VP est de notre point de vue, « la pire des organisations à l'exception de toutes les autres » ; malgré ses défauts, malgré ses erreurs, malgré ses limites, elle reste une organisation communiste démocratique et basée sur des positions de classe, constituée de militantes et de militants déterminés à construire le Parti communiste révolutionnaire.

VP a un riche passé, de luttes politiques et d'expériences pratiques, mais la crise traversée récemment doit nous rendre encore plus forts, et plus modestes. Que les expériences, parfois douloureuses, servent à tous pour aller de l'avant !